

## Le Portugal et la mer, la carte scolaire comme support des revendications maritimes

Cette carte représentant le territoire portugais comme un vaste continuum maritime est simultanément, dans son pays, un support pédagogique et un discours officiel. Elle est un jalon dans une politique ancienne et continue par laquelle le Portugal se représente et se revendique comme un grand pays maritime tourné vers l'Atlantique. Cette politique s'appuie à la fois sur un récit historique et sur des perspectives économiques bien réelles.

Sommaire

1. Une carte scolaire
2. Une vision atlantiste ancienne qui se renouvelle
3. Des codes visuels anciens pour une politique « dans l'air du temps »

[Bibliographie](#) | [mots-clés](#) | [citer cet article](#)



« Le Portugal, c'est la mer »

Traduction du texte sous le titre en bas à gauche : « La carte du Portugal telle que nous la connaissons montre le territoire terrestre et le territoire maritime qui s'étend jusqu'à la limite de la zone économique exclusive. L'extension proposée du plateau continental révèle une nouvelle dimension du territoire qui inclut les fonds marins et le sous-sol au-delà des 200 milles marins. **La nouvelle carte du Portugal représente l'un des plus grands pays du monde [1].** En route pour un territoire maritime 40 fois plus grand que sur terre, 97 % du Portugal est constitué de mer. »

- Page de la malette pédagogique (en portugais) « [DGPM | Kit do Mar - Fichas 2.º Ciclo e 3.º Ciclo](#) », sur [dgpm](#).
- Télécharger la carte en très haute résolution (PDF) [sur un site gouvernemental portugais](#) ou [fichier stocké sur Géoconfluences](#).

Le lien du Portugal avec la mer est ancien, et souvent considéré comme l'un des fondements de la nation portugaise : *Heróis do mar* « Héros de la mer », comme le proclame *A Portuguesa*, l'hymne national de la République. Héritier des « Grandes Découvertes » des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et de l'empire colonial, ce lien entre le Portugal et l'océan semblait arriver à son terme après la perte des colonies et l'intégration à la Communauté Économique Européenne (CEE). Mais cette « *vocation atlantique* » du Portugal, selon l'expression de l'écrivain Eduardo Lourenço, n'a pas été abandonnée, elle se renouvelle en s'adaptant à la situation contemporaine. Cette nouvelle carte officielle est révélatrice du discours de l'État portugais sur l'océan Atlantique. En le présentant comme un espace approprié et marqué, elle révèle l'ambition du Portugal sur son espace maritime et constitue un objet **géopolitique**, dans son aspect formel comme dans ses silences.

## 1. Une carte scolaire

De dimension 60 x 80 cm et de titre *Portugal é mar* « le Portugal c'est la mer », cette carte à petite échelle du Portugal et des îles portugaises de l'océan Atlantique a été publiée en avril 2014. L'objet principal de ce document est la double zone maritime du Portugal, celle reconnue par le droit international de la mer (en blanc transparent, environ 1,727 millions de km<sup>2</sup>) et celle revendiquée par le Portugal (délimitée par les pointillés jaunes, environ 3,8 millions de km<sup>2</sup>). Cette carte montrant la volonté d'extension de la souveraineté portugaise sur l'océan a été réalisée par deux auteurs, tous deux liés aux institutions politico-administratives du Portugal : Raquel Costa, géologue, a dirigé la réalisation de cette carte sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Mer du Portugal, en collaboration avec Joao Falcato, directeur de l'Oceanário (Conservatoire de l'océan) de Lisbonne, institut en partie rattaché au ministère de l'Éducation du Portugal. Le point de vue adopté par cette carte est bien celui de l'État portugais, expliquant la place centrale de la souveraineté politique du pays sur l'océan Atlantique représenté sur cette carte.

L'initiative de cette carte revient à la Direction Générale de la Politique Maritime (DGPM), structure administrative interne du ministère de l'Agriculture et de la Mer du Portugal, chargée entre autres de concevoir et coordonner la communication et la sensibilisation de la société sur l'importance de la mer. C'est cette structure qui a eu en charge le projet éducatif dans lequel s'inscrit cette carte, le projet *Kit do mar* (« malette pédagogique de mer »), coordonnée par Raquel Costa. Il s'agit d'un ensemble de fiches éducatives destinées aux trois cycles scolaires du Portugal, qui contiennent par exemple des cartes topographiques des fonds marins en 3D ou des fiches sur les espèces qui habitent ce milieu. La carte apparaît régulièrement dans ces fiches, mais elle a eu une publicité bien plus importante. En avril 2014, c'est près de 44 000 cartes comme celle-ci qui sont affichées dans la plupart des écoles du pays, de la primaire au secondaire, du public comme du privé. Elle a même été officiellement inaugurée dans l'école Rómulo de Carvalho de São Domingos de Rana (banlieue de Lisbonne), en présence des ministres Nuno Crato, ministre de l'Éducation et des Sciences, et Assunção Cristas, ministre de la Mer et l'Agriculture. Selon les mots de Raquel Costa, le but du projet, et a fortiori de cette carte, est de changer « *la mentalité des nouvelles générations, et qu'elles mesureront le gigantesque potentiel des océans en termes scientifiques, économiques, sociaux et culturels* ». **Le but de cette carte est donc clair : il s'agit de construire une représentation nouvelle du Portugal, celui d'un pays immense, océanique, et non une périphérie éloignée des centres européens.**

Pour atteindre cet objectif, la carte utilise un ensemble de caractéristiques formelles qui ont été pensées et construites pour servir de vecteur à un certain discours. Raquel Costa affirme d'ailleurs que pas moins de 14 versions ont été élaborées, pour arriver à une version « *jolie, simple et didactique* ». La caractéristique formelle principale de cette carte est son aspect épuré, simple : une légende discrète (échelle et bathymétrie), trois couleurs principales (blanc, jaune, bleu) avec des nuances pour les zones maritimes. Cette simplification permet à la carte de se concentrer sur une idée simple : le Portugal dépasse ses limites continentales. L'océan n'est plus une barrière entre les terres émergées, mais le territoire portugais lui-même. Le Portugal devient sur cette carte un immense bloc marin et terrestre. La carte reprend ainsi les codes d'une représentation géopolitique « formelle », pour reprendre la terminologie de John Agnew *et al.* (2003), c'est-à-dire un objet culturel qui s'adresse au plus grand nombre par une représentation formelle simple dont le discours est produit par les appareils d'État. Le discours officiel de cette carte peut ainsi être résumé comme suit : le Portugal est un grand pays de 3,892 millions de km<sup>2</sup>, disposant de la 11<sup>e</sup> **zone économique exclusive** mondiale.

**La publication de cette carte s'inscrit dans une politique active de l'État portugais d'extension de sa zone maritime.** L'année 2014 marque les cinq ans de la demande portugaise d'extension des limites de son plateau continental auprès de l'ONU. Selon l'Article 77 de la **Convention des Nations Unies sur le droit de la mer**, le pays qui remet une demande d'extension se voit reconnaître des droits souverains exclusifs sur les ressources souterraines de la zone revendiquée. Cette même année la loi fondamentale sur la planification et la gestion de l'espace maritime national (loi 17/2014) est adoptée par le parlement. Elle définit le cadre d'aménagement des futures activités humaines non seulement dans la zone maritime officielle mais aussi dans la zone revendiquée, montrant l'intégration de cette étendue dans les politiques de développement du Portugal.

## 2. Une vision atlantiste ancienne qui se renouvelle

### Document 1. « Portugal is not a small country » (1940)



« Le Portugal n'est pas un petit pays », Henrique Galvão, 1940, pour l'Exposition du monde portugais.

**Le lien entre le Portugal et l'océan Atlantique est un lien ancien.** Le traité de Tordesillas de 1494 divisait le monde en deux hémisphères, plaçant les terres allant du Brésil à l'Indonésie sous l'autorité de la couronne portugaise, et renforçant cette idée que le Portugal était, par un droit quasi-divin, le propriétaire de cet océan. La perte d'influence du Portugal dans l'océan Indien accentua encore cette prépondérance de l'Atlantique, passage obligé entre la nation-mère et le joyau de l'Empire portugais, le Brésil. Prenant appui sur ce passé, la dictature de Salazar (1933-1974) fit de ce lien entre le Portugal et l'océan l'un des fondements de son discours. Au cours de l'Exposition du monde portugais de 1940, des cartes postales illustraient ce discours officiel impérial, reprenant les codes de la géopolitique « formelle ». On peut relever une certaine continuité visuelle entre la carte de 2014 et celle de 1940 : une idée principale à faire passer (le Portugal est un grand pays), une grande simplicité dans l'aspect visuel, un jeu sur les couleurs. Là où la carte de 1940 reprenait les couleurs blanc, rouge et vert du drapeau national, notre carte contemporaine reprend les couleurs blanc, bleu et jaune qui sont les couleurs des drapeaux de Madère et des Açores. C'est surtout le destinataire qui diffère entre les deux époques : la carte de 1940 est en anglais, destinée à porter les ambitions impériales de Salazar au reste du monde, tandis que la carte de 2014 est en portugais, donc plutôt réservée à un public national ou de langue portugaise.

Si la perte de l'empire colonial et le rattachement à la CEE semblent créer un vide imaginaire dans la conscience portugaise, pour reprendre l'analyse d'Eduardo Lourenço (cité in Almeida Cravo et Freire, 2006), la République portugaise réinvestit alors l'espace océanique dans sa politique intérieure et étrangère. L'Exposition Internationale de Lisbonne de 1998, ou l'EXPO98, avec pour thème « L'océan, un patrimoine pour l'avenir », peut être considéré comme le point de départ de cette politique. La forte interconnexion des instituts de recherche, où le lien entre le Portugal et la mer reste un sujet d'étude privilégié, et des institutions publiques a contribué à la construction d'une politique maritime ambitieuse mais aussi consciente des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle, en particulier le **développement durable**, les nouvelles technologies et le **droit de la mer**. Parmi ces instituts, on peut citer par exemple le centre géophysique et le département géoscience de l'université d'Evora. **Il faut noter la permanence de cet investissement public du Portugal sur l'océan malgré les changements de majorité parlementaire** : le

Comité stratégique sur les océans est fondé par le gouvernement social-démocrate de José Manuel Durão Barroso en 2003, la remise de la proposition d'extension des limites du **plateau continental** est réalisée en 2009 sous le gouvernement socialiste de José Sócrates, et la carte est diffusée en 2014 sous le gouvernement libéral-conservateur de Pedro Passos Coelho.

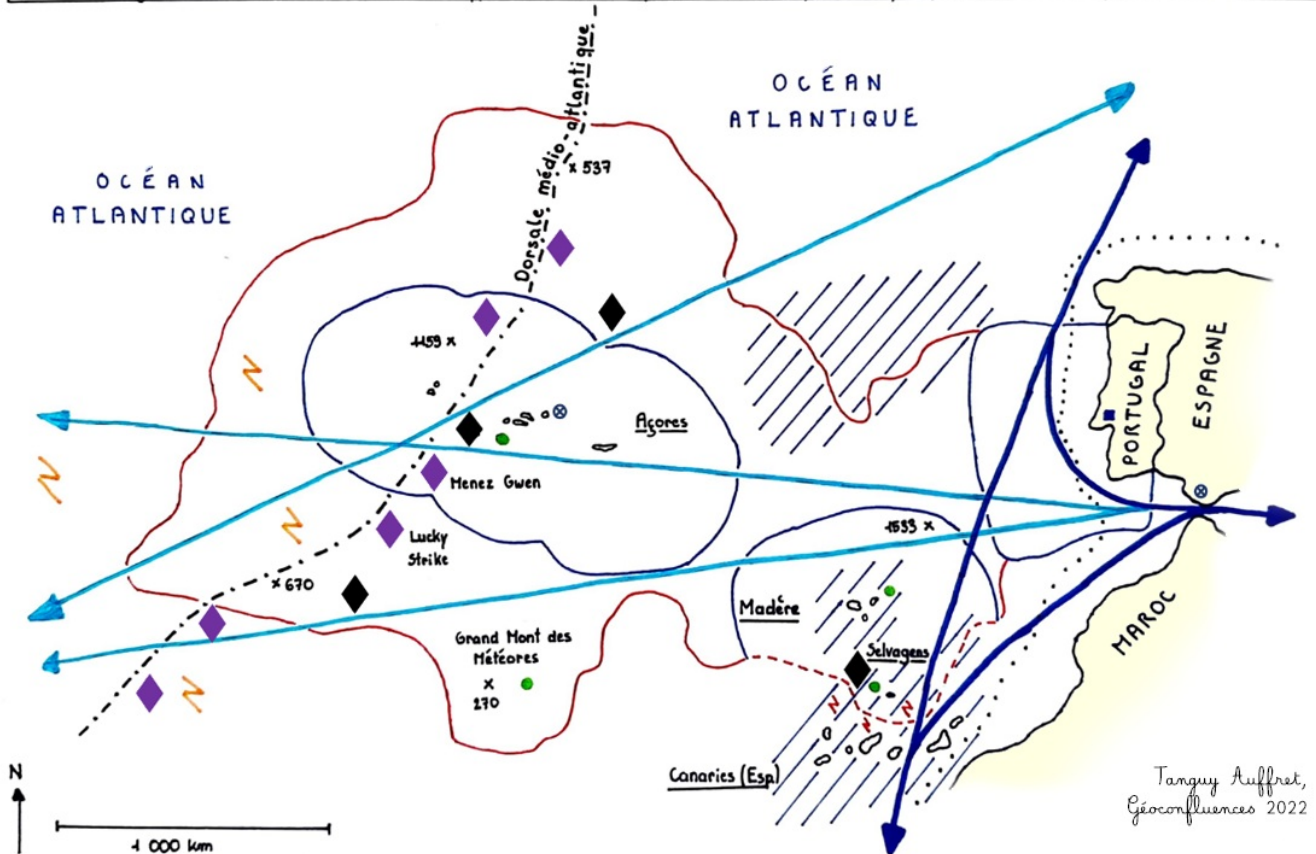
**Le renouvellement de cette vision atlantiste du Portugal figure au premier plan de cette carte : il s'agit de prendre appui sur le droit international de la mer pour justifier l'extension de la zone maritime.** Depuis les années 1990, le Portugal a en effet activement contribué à la politique internationale des océans. C'est une proposition portugaise qui a fait de l'année 1998 l'année internationale des océans pour l'ONU. La même année, la Commission mondiale indépendante pour les océans fut créée sous l'égide de l'ONU, création portée par le Portugal et dont l'ancien président Mário Soares prit la direction. Bien que sa courte existence l'ait empêché de jouer un rôle actif, elle était porteuse d'une volonté de renforcer l'ordre juridique des océans pour une gestion démocratique et solidaire. La capacité du Portugal de porter des projets d'envergure internationale dans le domaine maritime montre l'influence qu'il possède au sein de ces institutions. Il y a une circulation d'acteurs entre ces institutions internationales et l'État portugais, l'exemple le plus parlant étant celui d'Aldino Campos. Responsable du projet d'extension de la zone maritime pour le compte du Portugal dans les années 2010, cet ingénieur hydrographe et officier de la marine militaire portugaise est devenu en 2017 membre de la Commission des limites du **plateau continental** de l'ONU, l'institution même qui traite la demande portugaise. On peut aussi rappeler que depuis 2016, le Secrétaire général des Nations Unies est le Portugais António Guterres.

### 3. Des codes visuels anciens pour une politique « dans l'air du temps »

En tant qu'objet culturel dispensant un certain discours sur l'espace, cette carte est forcément partielle. Le message clair typique de la géopolitique formelle doit contenir un minimum d'ambiguïtés, et ce malgré les tensions qui existent au sein de cet espace. **Un État en particulier conteste une partie du tracé de cette carte : l'Espagne.** Depuis 1938, ce pays conteste que les îles Selvagens, un archipel de 2,7 km<sup>2</sup> au sud de Madère (voir croquis ci-dessous), soient utilisées par le Portugal comme point de départ de la ligne de base permettant de mesurer ses eaux territoriales. Selon la **Convention de Montego Bay**, la **ligne de base** ne peut partir que de territoires accueillant une population permanente et une activité économique. Si ces îles sont inhabitées, le Portugal affirme que la présence permanente des gardes forestiers surveillant la réserve naturelle des îles Selvagens justifie le tracé de sa frontière maritime, position que l'Espagne n'accepte pas. Des pêcheurs espagnols stationnés aux Canaries sont entrés à plusieurs reprises dans ces eaux contestées, provoquant des incidents. **La délimitation d'une frontière maritime reste aujourd'hui encore un point de crispation diplomatique entre les deux pays**, avec des apparitions régulières dans la presse. On peut citer la décision du président du Portugal Cavaco Silva en 2013 d'aller passer une nuit sur ces îles, dans une opération de communication politique (un président ne peut passer une nuit dans un territoire « inhabité »).

## Document 2. De la carte au croquis

Le Portugal selon la nouvelle carte officielle : l'appropriation d'un espace au fort potentiel économique et environnemental



Tanguy Auffret,  
Géoconfluences 2022

### A. Un Portugal à 97 % maritime

○ Zone économique exclusive actuelle (1 727 408 km<sup>2</sup>)

○ Demande d'extension du domaine maritime portugais (3 877 408 km<sup>2</sup> au total)

- - - - Dorsale médio-atlantique

..... Limite du plateau continental géologique

670 x Points cotés (profondeur en mètres)

Madère Terres émergées

Menez Gwen Reliefs immergés

### B. Une zone riche en ressources

◆ Cheminée hydrothermale

◆ Possibles gisements de manganèse, fer, cuivre, zinc

/// Zones de pêche

➡ Routes maritimes majeures (dont 53 % du commerce maritime de l'Union européenne)

➡ Routes maritimes importantes

### C. Un espace sous pression

⊗ Bases militaires américaines

■ Centre de commandement de l'OTAN

- - - - Frontière maritime litigieuse avec l'Espagne

⚡ Incidents entre pêcheurs espagnols et portugais

⚡ Concentration importante de pollution par le plastique

● Principales réserves naturelles maritimes

Croquis de Tanguy Auffret, retouche : JBB. Police : Belle allure de J. Boyault. Géoconfluences, 2022. Libre de droits pour l'usage pédagogique en classe.

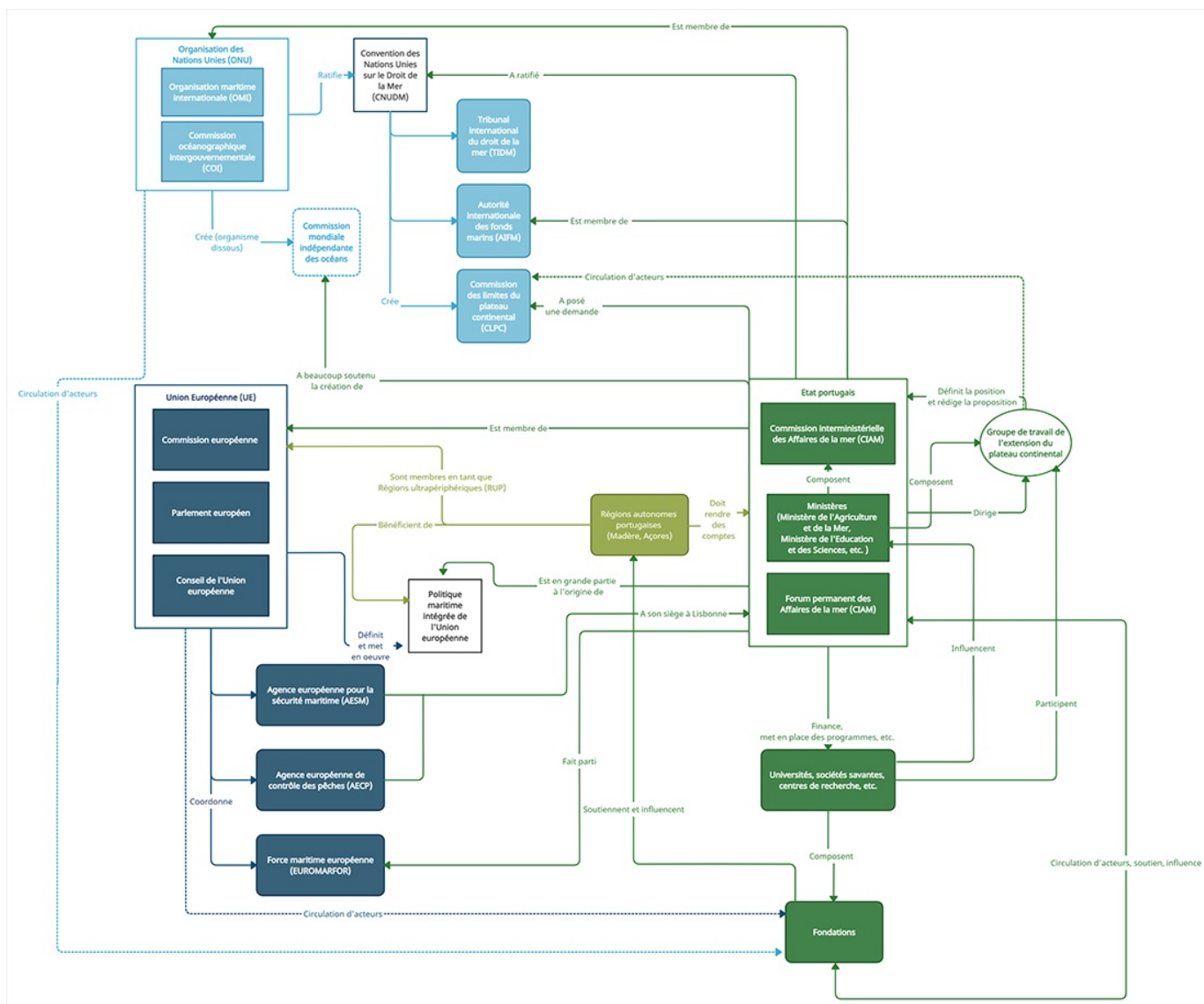
Outre la tension politique sur cet espace, qui consiste surtout en un **conflit d'usages** autour des **zones de pêche** (principalement de thon), il faut aussi relever que cette zone englobe les principales **routes maritimes** commerciales vers l'Europe du Nord, que ce soit par le canal de Suez ou en ligne directe entre l'Europe et l'Amérique. Mais ce sont les **ressources minérales souterraines** qui ne sont pas représentées, malgré leur fort potentiel. Près des dorsales océaniques, l'eau de mer entre au contact des chambres magmatiques souterraines à cause de l'activité tectonique, ce qui provoque un enrichissement du métal et l'apparition de fer, de cuivre et de zinc. Ces minéralisations hydrothermales ont l'avantage d'être groupées, donc plus facilement exploitables dans un futur proche que les nodules polymétalliques, dont le règlement de l'exploitation est justement organisé par l'Autorité internationale des fonds marins, institution internationale sous l'égide de l'ONU.

**Face aux tensions et aux possibilités futures qu'offre l'espace océanique, le Portugal a construit un discours répondant aux préoccupations contemporaines comme la protection de l'environnement** : l'exploitation dans un futur proche des ressources minérales du sous-sol devient dans ce discours non pas une contradiction avec la volonté de promouvoir la protection de la biodiversité marine, mais une complémentarité dans un développement économique durable. C'est d'ailleurs ce que les gouvernements portugais veulent mettre en œuvre. Dans la Stratégie pour la Mer 2021-2030, dix « piliers » sont définis comme prioritaires : sept concernent la protection de l'environnement, mais le neuvième met l'accent sur la « réindustrialisation » des océans. Dans cette optique, l'investissement public important dans le soutien à la bioprospection marine et la participation de l'État portugais à des rencontres internationales d'acteurs économiques du maritime (par exemple la Bio Marine Business Convention, en 2014, 2018, 2019 à Lisbonne) montrent bien la volonté de mettre en valeur ces espaces dans une perspective renouvelable.

**Un exemple du primat donné au pilier économique dans la recherche d'un développement durable peut justement être trouvé dans les îles Selvagens**, où l'on peut observer le croisement des échelles géographiques dans la politique maritime du Portugal. Les îles Selvagens sont depuis décembre 2021 la plus grande aire maritime protégée d'Europe, par une décision du gouvernement de la région autonome de Madère, avec le soutien de la fondation Oceano Azul, rattachée à l'Oceanário de Lisbonne. Cette réserve n'a cependant pas vocation à être un sanctuaire éternel de la biodiversité, mais bien un réservoir participant à une politique économique de pêche raisonnée et durable. Si cette politique de protection est bénéfique pour le Portugal à l'échelle régionale, elle l'est aussi à l'échelle internationale : l'État portugais peut ainsi justifier le fait de faire partir la **ligne de base** depuis ces îles contestées, car elles participent à une activité économique nationale en étant un réservoir pour la pêche. Enfin, à l'échelle nationale, la participation du gouvernement de Madère à une politique globale du Portugal sur la mer lie l'archipel au continent, renforçant cette idée de bloc portugais uni que diffuse la carte.

**Cette carte est un révélateur d'une ambition atlantique renouvelée du Portugal.** Il s'agit à la fois d'un objet de géopolitique formelle, avec des codes visuels issus du XX<sup>e</sup> siècle, et d'une carte scolaire ayant pour objectif politique d'inscrire une certaine représentation du monde au sein de la nouvelle génération. C'est un outil au service d'une politique nationale ambitieuse, associant les secteurs politiques, économiques et culturels et jouant le jeu des organisations internationales et intergouvernementales, dont le schéma qui suit représente une synthèse. Aujourd'hui, c'est auprès de l'Union européenne que le Portugal tente de faire progresser son agenda. On peut évoquer le rôle du président de la Commission José Manuel Barroso, qui de 2004 à 2019 a posé les principales pierres de la politique maritime intégrée de l'Union européenne et de l'économie bleue de l'Union. Plus récemment, la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne entre janvier et juin 2021 a replacé l'océan comme enjeu majeur pour l'avenir de l'Europe.

## Document 3. Le Portugal et la mer : schéma d'acteurs



Réalisation : Tanguy Auffret, 2022. Pour voir l'image en très grand, [cliquez ici](#).

### Bibliographie

### Outils de travail

- Agnew John A., Katharyne Mitchell et Gearóid Ó Tuathail (éd.), *A companion to political geography*, Oxford, Blackwell Publishing, 2003.
- Ortolland Didier, Jean-Pierre Pirat, Jean-Marie Auzende, Yann Bécouarn, Michel Brumeaux, *Atlas géopolitique des espaces maritimes : frontières, énergie, transports, piraterie, pêche et environnement*, Paris, France, éditions Technip, 2010.
- Royer Pierre, *Dico atlas des mers et des océans : histoire, géographie et géopolitique*, Paris, France, Belin, 2013.
- Bouron Jean-Benoît, « **Mesurer les Zones Économiques Exclusives** », *Géoconfluences*, mars 2017.

### Documents officiels



- Abreu Manuel Pinto de, António Calado, Aldino Santos de Campos, Paulo Neves Coelho, Patrícia Conceição, Raquel Costa, Frederico Dias, Nuno Lourenço et Maria Ana Martins, *Extensão da Plataforma Continental, o Projeto de Portugal - Primeiros Seis Anos de Missão*, Paço de Arcos, Estrutura de Missão para a Extensão da Plataforma Continentale, 2012. (en ligne : [Extensão da Plataforma Continental, Um Projecto de Portugal - Seis anos de missão \(2004-2010\) by Estrutura de Missão para a Extensão da Plataforma Continental - Issuu](#))
- Simões Maria (éd.), *Atlas do projeto de extensão da plataforma continentale*, Paço de Arcos, Estrutura de Missão para a Extensão da Plataforma Continentale, 2014. (en ligne : [Atlas do Projecto de Extensão da Plataforma Continental by Estrutura de Missão para a Extensão da Plataforma Continental - Issuu](#))

## Ouvrages historiques

- Bourdon Albert-Alain et Yves Léonard, *Histoire du Portugal*, Paris, Chandeigne, 2019.
- Marques António Henrique Rodrigo de Oliveira, Mário Soares, Jean-Michel Massa et Marie-Hélène Baudrillart, *Histoire du Portugal et de son empire colonial*, Paris, éditions Karthala, 1998.

## Articles de revues universitaires

- Almeida Cravo Teresa et Freire Maria Raquel, « [La politique étrangère du Portugal : européenisme, atlantisme, ou les deux ?](#) », *Revue internationale et stratégique*, vol. 62, n° 2, 2006, p. 23-30.
- Pureza José, « [Le Portugal et le nouvel internationalisme : le cas de la commission indépendante pour les océans](#) », *Pôle Sud*, vol. 22, n° 1, 2005, p. 75-88.
- Tavares-Ribeiro Maria-Manuela, « [Le Portugal entre l'Atlantique et l'Europe](#) », *Pôle Sud*, vol. 22, n° 1, 2005, p. 3-9.

## Articles de presse

- Firmino Teresa, « [Lisbonne renoue avec l'océan](#) », *Courrier international*, 16 avril 2014 (édition originale : « [Mapa onde se mostra que 97% de Portugal é mar chega hoje às escolas](#) », Lisbonne, *Público*, 2014).
- Jiménez Barca Antonio, « [Qui habite les îles Sauvages ?](#) », *Courrier international*, 9 octobre 2013 (édition originale : « [Espanha e Portugal disputam águas territoriais de ilhas próximas às Canárias](#) », Madrid, *El País*, 2013).

## Sites web

- Santana Catarina, « [Les îles Selvagens, un trésor sous-marin inégalé en Europe](#) », sur *euronews*, 5 décembre 2021 (consulté le 30 janvier 2022).
- « [Estratégia Nacional para o Mar 2021-2030](#) » (consulté le 30 janvier 2022).
- « [Portugal é mar](#) », sur *Eurocid*, sans date (consulté le 30 janvier 2022).

## Émissions

- « [Portugal : petit pays devenu grand ?](#) » - *Le Dessous des Cartes* / ARTE, 14 novembre 2020, (consulté le 4 mars 2022).

[1] C'est nous qui soulignons. Le territoire total revendiqué sur la carte représente environ 3,8 millions de km<sup>2</sup> soit une superficie comprise entre les superficies (terrestres !) de l'Australie et de l'Inde

## Mots-clés

Retrouvez les mots-clés de cet article dans le glossaire : [Carte, croquis, schéma](#) | [Convention de Montego Bay](#) | [différend, dispute frontalière](#) | [géopolitique](#) | [ligne de base](#) | [plateau continental](#) | [Zone économique exclusive](#).

**Tanguy AUFFRET**

*Étudiant en licence 3 histoire, École normale supérieure de Lyon*

*Édition et mise en web : Jean-Benoît Bouron*

### Pour citer cet article :

Tanguy Auffret, « [Le Portugal et la mer, la carte scolaire comme support des revendications maritimes](#) », *Géoconfluences*, avril 2022.  
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/carte-a-la-une/le-portugal-et-la-mer>